

<https://divergences.be/spip.php?article4078>



# Soutenir les réfractaires à la guerre de Gaza

- Aujourd'hui - 2025 - mai 2025 - Israël Palestine -

Date de mise en ligne : mardi 29 avril 2025

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

### **On nous a ordonné de brûler la maison ; je leur ai fait savoir que je n'étais pas disposé à obtempérer. J'ai quitté Gaza et n'y suis jamais retourné**

**Yuval Green, Haaretz, 21 mars 2025**

Comme beaucoup d'Israéliens, je me suis engagé dans l'armée par loyauté envers l'État et par volonté de sacrifice. Après un service de combat éprouvant, j'ai continué à servir en tant que soldat de réserve. Le 7 octobre, j'ai été appelé, avec mes camarades, à défendre les frontières du pays. Le soir même, je suis arrivé aux entrepôts d'approvisionnement de mon unité de réserve. Nous y avons reçu du matériel ancien et défectueux et avons constaté que l'armée, sur laquelle nous comptions, ne s'était pas préparée à un scénario extrême.

Dans les jours qui ont suivi, nous sommes entrés dans les colonies touchées autour de la bande de Gaza. J'ai vu les chemins déserts des villages de Gaza, les cadavres qui y gisaient, les voitures criblées de balles, les maisons détruites.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH127/israel-36d03.jpg>]

Après les premiers jours de la guerre, mon unité est entrée dans une période d'attente et d'entraînement. Pendant cette période, des doutes ont commencé à s'installer en moi. Je pensais que l'engagement premier d'Israël devait porter sur les otages, qui avaient été cruellement arrachés à leur foyer en raison d'une défaillance de la sécurité. Je pensais qu'il n'y avait pas de solution militaire au problème des otages.

Il était clair pour moi que l'action militaire à Gaza mettait en danger la vie des otages. Dans le même temps, j'ai supposé que le Hamas serait prêt à signer un accord - après tout, il a kidnappé ces personnes pour libérer des prisonniers en Israël. De plus, après le terrible désastre que nous avons vécu le 7 octobre, j'ai pensé que la dernière chose dont nous avons besoin était d'autres soldats tombés au combat.

Au-delà des conséquences de la guerre pour nous, Israéliens, j'ai observé avec douleur ce qui se passait à Gaza. Dès les premiers jours de la guerre, il y avait des milliers de victimes, des milliers de maisons détruites, des personnes déplacées, de la souffrance et de la douleur.

Malgré mes doutes, j'ai choisi d'entrer dans Gaza avec mes camarades. Je l'ai fait parce que, en tant qu'infirmier de section, je me sentais très engagé envers eux. En outre, à l'époque, je ne savais pas encore ce qu'il fallait faire - peut-être ai-je tort ? Peut-être que le moyen de ramener les otages passe par une action militaire ?

Quelques jours après notre entrée à Gaza, au début du mois de décembre 2023, j'ai entendu un bulletin d'information à la radio indiquant qu'Israël refusait de mettre fin à la guerre pour ramener les otages. Cette nouvelle m'a bouleversé. Ma motivation pour le service a été encore plus ébranlée. Pourtant, mon sens du devoir en tant qu'infirmier m'a poussé à rester à Gaza.

Quelques semaines plus tard, 50 jours après notre entrée à Gaza, nous avons reçu un ordre de notre commandant de compagnie : après avoir quitté la maison où nous logions, nous devons la brûler. Cet ordre m'a laissé en état de choc. J'ai demandé au commandant pourquoi nous brûlions la maison. Je n'oublierai jamais sa première réponse, qui illustre à mes yeux l'indifférence à l'égard de la vie des Palestiniens : "Nous brûlons la maison parce que nous n'avons pas de bulldozer D9 à notre disposition". Après que j'ai insisté pour comprendre, il a ajouté : "Nous brûlons

toutes les maisons que nous quittons". Mes demandes de reconsidérer l'acte sont restées sans réponse, et ce soir-là, environ quatre bâtiments ont été brûlés à Khan Yunis. J'ai été témoin de ces incendies, de la fumée noire. Combien de familles ont perdu leur maison ce soir-là ?

J'ai informé mon commandant que je ne voulais pas coopérer à cette action et que je quittais le combat. J'ai fixé une limite morale claire face à des actions immorales. J'ai quitté Gaza dans le premier véhicule de ravitaillement et ne suis jamais revenu, cinq jours avant que mon unité ne se retire des combats.

Les commentateurs dans les studios se lancent dans des débats sur la "victoire totale" ou "l'effondrement du Hamas". Je ne connais pas la situation militaire du Hamas, mais je sais une chose : cela n'a aucune importance. Les raisons qui ont conduit à la montée du Hamas à Gaza sont les mêmes que celles qui ont conduit à la montée des fedayins dans les années 1950 et à la montée de l'OLP dans les années 1960. Sans règlement politique, lorsque les Palestiniens sont sous notre contrôle, ils se dresseront toujours contre nous, mèneront des attaques et se battront. Même si le Hamas est éradiqué, un autre mouvement s'élèvera à sa place.

Cette guerre, bien qu'elle nous soit présentée comme un changement dans la réalité du Moyen-Orient, ne fait en fait qu'ancrer exactement la même réalité. Un autre gaspillage de sang, plus de tueries, conduisant à une opposition plus violente, qui conduit à plus de tueries.

La guerre à Gaza se poursuit principalement en raison d'une culture politique pourrie et corrompue, où des politiciens cyniques et indignes sont entraînés dans une lutte messianique menée par des fanatiques religieux, qui considèrent que la colonisation de la terre a une valeur supérieure à la vie humaine.

Je crois que la culture israélienne, qui élève aveuglément le service militaire au-dessus de toute autre valeur humaine, est ce qui permet aux extrémistes de nous entraîner sur cette voie. Je vois autour de moi de nombreuses personnes qui reconnaissent la réalité telle que je la vois. Ils comprennent que la pression militaire tue les otages, que la guerre tue les soldats, que nous nous battons principalement sous la pression d'éléments extrêmes. Mais ils continuent à se présenter au service. Ils ne font pas le lien entre leur service militaire et la poursuite de la guerre.

On nous accuse souvent, nous qui refusons de participer à la guerre, de nuire à l'armée et de mettre ainsi en danger la sécurité de l'État. Mais je crois que dans un pays qui marche sur la voie du fascisme, où la fin de la guerre est considérée comme une "concession douloureuse" dans les négociations, il n'y aura jamais assez de soldats. Même en recrutant tous les étudiants des yeshiva, en envoyant tous les jeunes au front, et même en mobilisant la population arabe, il y aura toujours plus de terres à conquérir en Syrie, une autre enclave en Cisjordanie à s'emparer.

À mon avis, le renforcement de la sécurité de l'État passe par une opposition ferme à la guerre qui met en danger nos soldats, nuit à notre économie, tue de nombreux Palestiniens et sème ainsi de profondes graines de haine - et, bien sûr, abandonne nos frères et sœurs en captivité.

Mes camarades et moi-même, au sein de l'organisation "Soldats pour les otages", avons déclaré que nous n'accepterions pas de continuer à coopérer à l'abandon des otages. Si le gouvernement ne change pas de cap, nous ne continuerons pas à servir. Dans un climat politique aussi extrême, notre rôle est devenu plus important que jamais. Ces derniers mois, depuis la publication de notre lettre dans un article de Liza Rozovsky ("Haaretz", 9.10.2024), nous avons reçu des réponses significatives qui indiquent à quel point notre mouvement dérange les dirigeants. Et ce, malgré le fait qu'au moment de la publication de l'article, nous n'étions que 130 soldats. Le Premier ministre s'est adressé à notre groupe lors d'une réunion du cabinet et a déclaré à notre sujet : "Ils ont perdu leur boussole nationale". En outre, chaque signataire de la lettre a reçu un appel téléphonique personnel de son

commandant de bataillon ou de brigade, lui demandant de retirer sa signature.

Il est important de préciser que nous, les signataires de la lettre, qui sommes aujourd'hui plus de 200 soldats, ne sommes ni des déserteurs ni des évadés. Nous comptons parmi nous des combattants et des officiers qui se sont battus à Gaza et au Liban. Nous avons choisi cette voie non pas par désir de nous soustraire à nos devoirs ni à cause du fardeau du devoir de réserve, mais précisément en raison de notre profond engagement envers l'État.

Tout comme nous étions prêts à prendre des risques, à nous battre et à nous battre au combat, nous pensons aujourd'hui que nous devons donner de nous-mêmes pour résister à la pression sociale. Nous le faisons parce que nous pensons qu'il est temps de tracer une ligne rouge pour la guerre.